

INTERPELLATION

**de la députée (Suppl.) Laura Kronig, ADG (SPO-PS-VERTS-PCS), concernant les logiciels Open Source à la HEP, dans les écoles et dans l'Administration (11.05.2012)
3.153**

Dans sa réponse à l'interpellation 3.161: le partenariat public-privé «L'école sur le net» – un cheval de Troie? (déposée le 9 octobre 2008), le Conseil d'Etat relevait qu'il avait l'intention de procéder à un changement de système vers Open Source. Ce changement de système nécessitait encore un peu de temps. Dans une première étape, on était passé à un système libre pour la formation du personnel enseignant (HEP Valais). Etant donné qu'au niveau du primaire, ce sont les communes qui sont compétentes pour l'achat de l'équipement informatique, le changement en question ne pourrait pas leur être imposé mais elles y seraient encouragées par l'Etat. Du temps a passé depuis, raison pour laquelle je pose les questions suivantes au Conseil d'Etat:

La HEP Valais mise-t-elle toujours sur des programmes Open Source pour la formation des enseignants?

Comment se présente l'incitation des communes à changer pour un système libre? Est-ce que cela a porté ses fruits? Les communes ont-elles procédé au changement? Quelles communes?

Dans quelle ampleur et dans quelles écoles cantonales (gymnases, écoles professionnelles, etc.) mise-t-on sur des systèmes libres et a-t-on introduit les programmes correspondants dans les cours d'informatique? Par exemple, les élèves apprennent-ils le traitement de texte à l'aide d'un programme Open Source (OpenOffice, LibreOffice) ou reçoivent-ils plutôt une introduction à Microsoft Office?

Qui est compétent pour l'équipement informatique des écoles cantonales, où les décisions y relatives sont-elles prises: au Département de l'éducation ou dans les écoles correspondantes?

Quelles sommes les écoles valaisannes doivent-elles déboursier par année en frais de licences pour les divers produits logiciels?

Quelle est la situation dans l'Administration cantonale, le passage à un système libre y a-t-il été effectué ou s'y est-on mis ou des efforts dans ce sens sont-ils accomplis? Qu'en est-il?

Sion, le 11 mai 2012
(10h45)

Laura Kronig, députée (suppl.),
ADG (SPO-PS-VERTS-PCS)